

PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE

**Décision**  
**relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Alsace

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 1978 modifié, fixant les périmètres de protection des points de prélèvement des eaux de la basse vallée de la Doller ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04215P0015 (y compris ses annexes), présenté par la Société d'Équipement de la Région Mulhousienne reçu le 26 mars 2015, et relatif à un projet d'aménagement d'un lotissement sur une surface de 7 ha pour une surface plancher de 22 000 m<sup>2</sup> à Lutterbach (68) ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 8 avril 2015 ;

Considérant que le projet consiste à réaliser une zone d'activité concertée à destination de logements sur une surface de 7 ha pour une surface plancher de 22 000 m<sup>2</sup> comprenant 250 logements ;

Considérant la situation du projet en partie en zone inconstructible du Plan de Prévention des risques d'Inondation du bassin versant de la Doller ;

Considérant que le projet est situé en partie dans le périmètre de protection rapprochée de captages publics des eaux destinées à la consommation humaine ;

Considérant la forte présomption d'une zone humide ;

Considérant que le projet est situé à l'emplacement d'une trame bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique ;

Considérant la proximité immédiate d'infrastructure de transport (RD20, A36 et voie ferrée Strasbourg - Mulhouse) générant des nuisances sonores ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

## Décide

### Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement d'un lotissement « Rive de la Doller » à Lutterbach (68), présenté par la Société d'Équipement de la Région Mulhousienne, est soumis à étude d'impact.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le **23 AVR. 2015**

Le Préfet,

  
Stéphane BOUILLON

Voies et délais de recours

1) Un **recours administratif** préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

**Le recours administratif** doit être adressé à  
Monsieur le préfet de région  
**Préfecture de la région Alsace**  
**5 place de la République**  
BP 87031  
67073 STRASBOURG cedex

2) **Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :  
Tribunal administratif de STRASBOURG  
31 avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG